

La fausse alerte se répand comme une traînée de poudre

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3973 - Ven. 16 - Sam. 17 septembre 2016 - Prix : 10 DA

Education/1^{re} année moyenne

Le ministère décide le retrait immédiat du manuel de géographie

Page 3



Tebboune face à l'urgence de pallier les retards enregistrés

Vaste remaniement dans le secteur de l'Habitat

Page 2

L'interventionnisme en accusation

Par Mohamed Habili

On sait que l'enquête ordonnée par la Chambres des communes sur l'invasion de l'Irak en 2003 a abouti au rapport Chilcot, lequel est arrivé à des conclusions accablantes sur le choix du Premier ministre de l'époque, Tony Blair, d'engager l'armée britannique sous la direction de l'armée américaine et sur des motifs mensongers dans une guerre d'agression contre un Etat souverain ne représentant aucun danger pour les deux pays. L'expression d'agression impérialiste n'a certes pas été employée dans ce rapport, pour qualifier la nature de cette invasion, mais tout la laissait entendre. L'enquête menée par la commission parlementaire des Affaires étrangères du même Parlement britannique, et dont le rapport vient d'être rendu public, désigne David Cameron comme le responsable de l'implication de la Grande-Bretagne, aux côtés de la France, dans l'intervention contre le régime de Maamar Kaddafi en mars 2011, et des conséquences dramatiques qui en ont découlé tant pour la Libye, pour son voisinage, que d'une certaine façon pour l'Europe. Un détail mérite peut-être d'être relevé : ce même Tony Blair qui a été flétri dans le premier rapport, et d'abord pour avoir suivi aveuglement les Américains, apparaît dans le second comme un modèle d'indépendance d'esprit, de circonspection et de pragmatisme, cette valeur si anglo-saxonne ; autant dire le contraire du va-t-en guerre qu'il avait été dans l'affaire irakienne.

Suite en page 3

Bouteflika nomme les membres d'un organe de prévention

La lutte contre la corruption renforcée



Désormais, l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption est fonctionnel maintenant que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a nommé ses membres. Cette institution s'ajoute à d'autres mécanismes pour faire face à ce phénomène qui attaque, en premier lieu, l'économie nationale. Lire page 3

Salon «World Food» de Moscou

La dattes algérienne confirme et veut augmenter ses parts

Page 5

89^{es} Oscars du cinéma

«Le puits» de Lotfi Bouchouchi représente l'Algérie

Page 13

Tebboune face à l'urgence de pallier les retards enregistrés

Vaste remaniement dans le secteur de l'Habitat

■ C'est encore dans une logique de remaniement de qualité du personnel chargé de la gestion de l'habitat que le premier responsable du secteur a effectué de nouvelles nominations.

Par Yacine Djadel

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a opéré, jeudi, un mouvement de nominations et fin de fonctions de directeurs généraux, sous-directeurs dans son secteur au niveau central et régional, selon un communiqué du ministère. En effet, c'est encore dans une logique de remaniement de qualité du personnel chargé de la gestion de l'habitat que le premier responsable du secteur a effectué de nouvelles nominations. Après avoir procédé, la semaine dernière, à quelques modifications dans l'organisation administrative concernant le secteur de la ville en particulier, M. Tebboune intervient une fois de plus pour procéder, cette fois-ci, à un remaniement général. Ce dernier, au niveau central, concerne précisément la nomination de M^{me} Fatma-zohra Aouali au poste de sous-directrice de l'encadrement et de la promotion de la production architecturale au ministère. Vient ensuite la fin des fonctions de Abderrahmane Azzouz qui occupait le poste de directeur de la gestion immobilière au minis-

tère ainsi que celle de Abderrezak Laazizi qui occupait le poste de sous-directeur de la formation et des statuts, et ce pour avoir atteint l'âge légal de la retraite. S'agissant, toutefois, de l'axe régional, Saïd Saiyoud a été nommé, quant à lui, au poste de directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière d'Hussein Dey (wilaya d'Alger). Un poste attribué à en remplacement de Mohamed Rehamia qui, lui, est mis à la retraite à sa demande. A cet effet, Riadh Mebarkia a également été désigné au poste de directeur général de l'OPGI de la wilaya de Mascara, et Mohamed Smail occupera désormais le même poste au niveau de l'OPGI de Dar El Beida (Alger). En parallèle, pour manque de compétence, le ministre n'a pas manqué de limoger Kamel Mohamed Benali du poste de directeur général de l'OPGI de la wilaya d'Oum El Bouagui et Mohamed Benhar du poste de directeur général de l'OPGI de la wilaya de Mascara. Il a également limogé M. Hachi du poste de directeur des équipements. Ainsi, le ministre, à travers ce mouve-



Ph.D. R.

de compétence dans la nomination, le contrôle périodique et le suivi continu de la performance des responsables du secteur, a précisé la même source. Un acte qui s'inscrit également dans un cadre de renflouer au mieux le département dont il a la charge. Un département qui, rappelle-t-on, se veut à la fois lourd de responsabilités et sensible au vu de tous les retards considérables accumulés depuis le lancement des innombrables opérations de relogement à travers tout le territoire national. Ces nouveaux changements appelés à dynamiser davantage le secteur, montrent une fois de plus la volonté de la tutelle à accélérer les choses dans le secteur de l'habitat. A ce propos d'ailleurs, il est important de rappeler que des milliers de souscripteurs attendent depuis de longues années d'avoir leur logement. Pour résoudre au plus vite cette situation, M. Tebboune s'est dit déterminé à venir à bout du problème d'ici quelque temps. Pour preuve, des opérations de ce genre sont appelées à se poursuivre ultérieurement.

Y. D.

ment, tend à consacrer avec rigueur sur le terrain le principe

Enlèvements d'enfants

La fausse alerte se répand comme une traînée de poudre

L'intox sur les enlèvements d'enfants se répand de plus en plus dans notre pays. Avec des rumeurs de trop, dans une période trouble, déjà marquée fortement par de réels kidnappings et meurtres, psychose, panique incertitude et confusion ne manquent pas de gagner la société. L'intox circule plus vite que son ombre sur les réseaux sociaux. Depuis quelque temps des prétendues histoires de tentatives de rapt d'enfants circulent surtout sur les réseaux sociaux. Ces histoires ne disposent d'aucun fondement et sont vraisemblablement le fait d'un plaisantin ou d'une personne mal intentionnée. Il s'agit des fausses rumeurs, comme il en existe tant, propagées cette fois par Internet avec la vitesse et l'efficacité que l'on connaît. Ces tentatives de rapt n'ont jamais eu lieu. L'alerte enlèvement d'un enfant de trois ans dans la commune d'Ouled Aich n'est qu'un canular. Car

l'info publiée sur la page Facebook en question, partagée en quelques heures avec des milliers de reprises sur la toile, est juste fausse. Il semblerait que le post soit simplement le fruit d'une blague, au goût douteux. Certainement imaginée par des personnes de l'entourage de l'enfant. Sans connaître la motivation de l'auteur de cette fausse rumeur, le parquet de Blida a rapidement réagi et fait circuler un communiqué démentant l'information de manière on ne peut plus claire : «Pour éclairer l'opinion publique, le parquet général près la cour de Blida réfute catégoriquement l'information diffusée dernièrement sur les réseaux sociaux, relative à la mise en ligne de la photo d'un enfant (M. Mouadh) de trois ans, qui aurait disparu dans la commune d'Ouled Aich». Selon les explications fournies dans le même document, des parties non identifiées ont remis en ligne, le 10

septembre courant, la photo d'un enfant, diffusée auparavant par sa propre famille, sur les mêmes réseaux, suite à sa disparition le 4 mai dernier, avant qu'il ne soit retrouvé sain et sauf, après un court laps de temps. «Les investigations menées, alors, par la police judiciaire, poursuit le communiqué, ont conclu qu'il s'agissait d'une disparition accidentelle, non imputable à une quelconque partie». A cet effet, le parquet général a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire pour identifier la source de cette rumeur et présenter ses auteurs devant la justice. Cette affaire n'est pas la première du genre.

Une autre rumeur a fait état également de l'enlèvement d'un garçon de sept ans à Taboukert dans la commune de Tizi Rached (20 km à l'est de Tizi Ouzou). Le parquet de Larbaa Nath Irathen dément cette information et apporte des précisions dans un communiqué rendu public jeudi passé. Les éléments de l'enquête diligentée sur cette affaire révèlent que cette agression est liée à un différend entre la famille de la victime et celle de la présumée auteure de l'agression. De nos jours, les réseaux sociaux, Facebook en particulier, fait tourner de fausses informations. Ces rumeurs se répandent à grande

vitesse, entraînant la «psychose» chez les familles et l'opinion publique. Ces échos électroniques demeurent contre-productifs. Car au-delà du mauvais goût de ces canulars, ce genre de rumeurs font du tort au dispositif «Alerte enlèvement» qui, lorsqu'une véritable disparition est constatée, permet de mobiliser l'attention de tous. Les journaux, sans vérifier l'information de leur source, reprennent ce genre d'intox. Ce qui est mauvais, car ce genre de rumeur aide à banaliser le phénomène d'enlèvements d'enfants et fait perdre à l'information sa crédibilité.

Louiza Ait Ramdane

Enlèvement d'enfant à Taboukert

Le parquet dément et parle de différend familial

LE PARQUET de Larbaa Nath Irathen (27 km au sud-est de la wilaya de Tizi Ouzou) a mis fin, jeudi, aux informations faisant état d'enlèvement dont aurait été victime Jugurtha Hammama (7 ans) à Taboukert, dans la commune de Tizi Rached (20 km à l'est de Tizi Ouzou), précisant dans un communiqué qu'il ne s'agit nullement d'une affaire de rapt mais plutôt d'une agression suite à un différend familial. Le parquet a assuré que la présumée auteure de cette agression, une femme, R. Dj., a été arrêtée et présentée dimanche dernier devant le procureur de la République territoriale compétent qui a ordonné son placement sous contrôle judiciaire pour le chef d'accusation de «tentative d'assassinat». Toujours selon la même source, les éléments de l'enquête diligentée sur cette affaire révèlent que «cette agression est liée à un différend entre la famille de la victime et celle de la présumée auteure de l'agression». Le parquet a même souligné dans le même communiqué qu'«il ne s'agit donc nullement d'une affaire d'enlèvement». Pour rappel, les faits de cette affaire remontent au 8 septembre dernier quand la victime, grièvement blessée au niveau du crâne, a été évacuée au CHU de Tizi Ouzou où elle a subi, au premier jour de l'Aid Al Adha, une intervention neurochirurgicale avec succès. Des membres de sa famille avaient évoqué alors la thèse d'une tentative de kidnapping et d'assassinat. Des témoignages rapportés par certains médias et relayés par les réseaux sociaux. Il a fallu ce communiqué du parquet, diffusé une semaine après les faits, pour que soit mis à nu ces informations inexacts.

Hamid M.

L'enfant disparu à Taghzout retrouvé à Alger

L'ENFANT Arar Athmane âgé de 13 ans, porté disparu depuis mercredi à Taghout, à l'Est de Bouira, a été retrouvé jeudi à Alger, a appris l'APS, hier, auprès de sa famille. L'enfant a été retrouvé sain et sauf à Alger grâce à un jeune qui l'a reconduit à son domicile familial jeudi soir, a-t-on expliqué. Selon les témoignages des membres de sa famille, le petit Athmane aurait quitté son domicile familial mercredi pour aller à Oran rendre visite à un de ses proches. Après son arrivée, l'enfant a directement été transporté à l'hôpital pour une visite médicale, selon les mêmes sources. R. N.

— Bouteflika nomme les membres d'un organe de prévention —

La lutte contre la corruption renforcée

■ Désormais, l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption est fonctionnel maintenant que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a nommé ses membres. Cette institution s'ajoute à d'autres mécanismes pour faire face à ce phénomène qui attaque, en premier lieu, l'économie nationale.



Ph / D. R.

Par Nacera Chennafi

Dans un communiqué de la présidence de la République, il a été indiqué que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a procédé, par décret présidentiel, jeudi dernier 14 septembre, à la nomination de la composante de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption. Cette nomination s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 202 de la Constitution, amendée et adoptée le 7 février dernier. Mohamed Sebaibi occupera le poste de président de cet organe et les membres sont respectivement, Khadidja Meslem, Maya Fadel éps Sahli, Abdeldjalil Kassoussi, Nabila Boukhouzba éps Allam, Abdelmalek Yacoubi et Abdelkrim Bali.

Selon les nouvelles dispositions de la Constitution amendée et adoptée le 7 février dernier, l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption a plusieurs missions définies dans l'article 203 de la loi fondamentale de la République. Il s'agit

notamment de proposer et de contribuer à animer une politique globale de prévention de la corruption, consacrant les principes de l'État de droit et reflétant l'intégrité, la transparence ainsi que la responsabilité dans la gestion des biens et des deniers publics.

Selon le communiqué de la présidence de la République, cet organe est défini comme une autorité administrative indépendante jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Ainsi, l'article 202 de la Constitution stipule qu'«il est institué un Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, autorité administrative indépendante, placée auprès du Président de la République. Il jouit de l'autonomie administrative et financière». Selon le même article, «l'indépendance de l'Organe est notamment garantie par la prestation de serment de ses membres et fonctionnaires, ainsi que par la protection qui leur est assurée contre toute forme de pression ou d'intimidation, de menaces, outrages, injures ou attaques de quelque nature que ce soit, dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de

leur mission». L'Onplcc adresse au président de la République un rapport annuel d'évaluation de ses activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption, «mentionnant les insuffisances qu'il a relevées en la matière et des recommandations proposées, le cas échéant», stipule le même article. Cet organe exerce aussi les missions prévues par l'article 20 de la loi n° 06-01 correspondant au 20 février 2006, relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, complétée. Selon la présidence de la République, proposer et animer une politique globale de prévention de la corruption est la mission principale de l'Onplcc.

Il est à rappeler que le Président Bouteflika a réitéré, à plusieurs occasions, la volonté de l'Algérie à lutter contre la corruption, un phénomène qui affecte l'économie nationale et entrave le développement socio-économique du pays.

Sur le plan législatif, plusieurs textes de loi ont été élaborés et adoptés en plus des organes consacrés à la prévention et à une lutte efficace contre le fléau de la corruption.

Ainsi, la mise en place de l'Onplcc s'ajoute aux autres mécanismes mis en place par les pouvoirs publics depuis quelques années afin de lutter contre ce fléau.

L'Algérie est également engagée dans la lutte contre la corruption sur le plan international par des conventions à travers, notamment, la signature de la Convention des Nations unies contre la corruption, le 9 décembre 2003, dont la ratification est intervenue par un décret présidentiel datant du 19 avril 2004. Dans le cadre du mécanisme d'examen de l'application de cette convention, l'Algérie a fait l'objet, en 2013, d'une évaluation par les pairs au titre du premier cycle d'examen qui a porté sur deux chapitres de la Convention des Nations unies contre la corruption, relatifs notamment aux «incriminations, détection et répression» et à «la coopération internationale». Malgré tous ces efforts, l'opinion publique a été secouée par des scandales de corruption, notamment les affaires Sonatrach 1 et Sonatrach 2, outre le dossier de l'autoroute Est-Ouest.

N. C.

LA QUESTION DU JOUR

L'interventionnisme en accusation

suite de la page Une

Suffit-il donc pour un Premier ministre britannique d'être aux commandes pour opter pour la manière forte alors même que les voies pacifiques sont loin d'être épuisées ? Dans le deuxième rapport l'expression juste, mais il est vrai marquée idéologiquement, d'agression ou de guerre impérialiste n'est pas non plus employée, mais elle se trouve en creux dans maints passages, et notamment dans celui où sont énoncées point par point les motivations réelles, et partant inavouables, du pouvoir français sous la direction de Nicolas Sarkozy. Toutes ne concernent que les intérêts, ou plutôt les visées égoïstes de la France dans la région, qu'elle a tendance à considérer comme sa chasse gardée. Le motif invoqué à cor et à cri en 2013 pour que soit autorisée une intervention contre les forces de Kaddafi, à savoir le massacre de la population civile de Benghazi que celui-ci s'apprêterait à commettre, n'a pas longtemps résisté à l'examen des parlementaires britanniques. Certes, après coup, il est toujours plus facile de voir le fond d'une affaire. Mais ni en 2003 ni en 2013 il ne fallait être particulièrement perspicace pour voir que ce que voulaient les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, dans le premier cas, la France et la Grande-Bretagne dans le second, c'était abattre un régime arabe, non pas parce qu'il était une dictature, mais parce qu'il n'était pas pro-occidental. La France qui craignait pour son influence, et qui plus généralement est travaillée par le sentiment de son déclin, a sauté sur l'occasion offerte par le mouvement insurrectionnel libyen pour éliminer le régime de Kaddafi, dans l'espoir de se refaire une santé à l'échelle internationale. La Grande-Bretagne dirigée par David Cameron, retrouvant ses anciens réflexes, n'a pas voulu se laisser distancer par elle, de même que si les événements les avaient ramenés à l'état d'esprit qui avait été le leur plusieurs décennies auparavant. S'il n'avait tenu qu'à François Hollande et qu'à David Cameron, elles auraient fait la même chose en Syrie, en attendant de récidiver dans d'autres pays arabes où aurait pris le Printemps arabe.

M. H.

Education/1^{re} année moyenne

Le ministère décide le retrait immédiat du manuel de géographie

Le ministère de l'Education nationale a décidé le retrait immédiat du manuel de géographie de la 1^{re} année moyenne suite à la constatation d'une erreur dans une page du manuel, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

«Suite à la constatation d'une erreur dans une page du manuel de géographie de la 1^{re} année moyenne, édité par l'Entreprise nationale des arts graphiques, le ministère de l'Education nationale a pris la décision de procéder au retrait immédiat du manuel en exigeant de l'éditeur d'apporter les rectifications nécessaires».

D'autre part, ajoute le communiqué, «le ministère a décidé l'ouverture d'une enquête et confirme que la version homologuée du manuel en question ne comportait pas cette erreur laquelle relève de la responsabilité de l'éditeur en question». Le ministère de l'Education procédera au retrait immédiat du manuel en exigeant de l'éditeur concerné de changer la page qui comporte l'erreur par une autre comportant des informations exactes, précise une source responsable du ministère. Notons que ladite faute est relative au remplacement du nom de «Palestine» par «Israël».

K. L.



Nouvelle tarification douanière

Un outil de lutte contre les opérateurs fraudeurs

■ Les participants à une journée de vulgarisation sur la nouvelle tarification douanière, tenue jeudi à Tipasa, à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie «Chenoua», se sont accordés sur le fait que ce dispositif constitue «un outil de protection du produit national et de lutte contre les opérateurs fraudeurs».

Par Ihsane B.

«**C**e nouveau tarif douanier, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 18 septembre courant, assurera une meilleure visibilité et encadrement pour le commerce extérieur, sans pour autant toucher aux taux», ont estimé, à l'occasion, des cadres de la Direction générale des douanes (DGD). Selon le sous-directeur de la tarification douanière à la Direction générale des douanes, il s'agit de vulgariser le passage du tarif douanier à huit chiffres vers celui à 10 chiffres. En effet, le nouveau dispositif compte près de 16 000 sous-positions tarifaires, contre 6 126 sous-positions tarifaires contenues dans l'ancien tarif à 8 chiffres actuellement applicable, ajoutant que cette restructuration permettra une meilleure identification des marchandises, car plus détaillées. A titre indicatif, l'ancienne tarification englobait les télévisions et climatiseurs sous une même sous-position, en dépit de leurs différences (calibre, spécificités techniques), tandis que le nouveau dispositif classe chacun de ces appareils dans une sous-position qui lui est propre avec tous les détails techniques le concernant. Cette tarification permettra la prise en charge des mesures liées, notamment, aux formalités administratives particulières à la fiscalité et à l'évaluation en douane.

Elle garantira, également, la collecte, d'une façon plus détaillée, des données statistiques du commerce extérieur, ainsi que l'encadrement de la politique commerciale et de la protection de la production nationale, a souligné le même responsable. Il a signalé, en outre, la prise de toutes les dispositions matérielles et tech-



Ph.D. R.

niques en vue du «passage de la tarification à huit chiffres vers celle à 10 chiffres, sans toucher à l'aspect fiscal». Pour le président de la Chambre de commerce et d'industrie «Chenoua», Maamar Seraidi, la nouvelle tarification est susceptible de mettre un frein aux opérateurs fraudeurs, car l'ancienne (tarification) remonte à 2001 et n'est plus d'actualité, au regard des mutations survenues dans le commerce extérieur mondial. «A travers ce passage, on aura plus de maîtrise sur les contrôles douaniers et on consolidera les facilitations accordées par les Douanes

aux entreprises nationales en matière de promotion de l'exportation hors hydrocarbures», a-t-il observé, estimant qu'en passant de 8 à 10 chiffres «le répertoire des marchandises de la DGD sera plus détaillé avec des statistiques plus affinées et la possibilité de moduler les droits et taxes de douanes selon la nature du produit». Pour M Seraidi, «ces mesures permettront, en outre, une meilleure visibilité dans le cadre des négociations que mène l'Algérie avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la renégociation de l'accord d'association avec l'Union euro-

péenne». Le directeur général des Douanes, Keddour Ben Tahar, avait indiqué dans une déclaration passée, à l'APS, qu'«à la base, les négociations se font sur le tarif douanier», ajoutant que ce tarif à 10 chiffres «va nous aider à renforcer notre capacité de négociations, car quand vous avez plusieurs produits de la même sous-position tarifaire, vous avez un manque de visibilité et, par conséquent, la négociation est quelque peu affectée dans le sens où il y a un déficit de visibilité», avait-il expliqué.

I. B./APS

Barbacha /Béjaïa

Effondrement des plafonds d'un lycée

Des plafonds de quatre classes, un laboratoire et une salle d'archives de la lycée Mohand-Améziane de Barbacha se sont effondrés dans la nuit de mercredi à jeudi dernier suite aux intempéries qui ont affecté la région. Heureusement que cela s'est produit le soir sinon l'incident aurait été fatal pour les élèves ains que le personnel pédagogique et administratif. Du matériel informatique estimé à 50 millions de centimes environ et des dossiers administratifs ont été endommagés. Suite à cet incident, les parents d'élèves ont exhorté les autorités à trouver une solution rapide à leurs enfants et exprimé leur mécontentement par rapport à ce qu'ils qualifient de «laxisme» qui a prévalu ces dernières années en ce qui concerne le réaménagement de cet établissement qui a tardé à se faire. Il faut savoir que ce lycée a été réalisé au début des années 1980 en amiante, d'où les mouvements de protestation ces dernières années, menés par les enseignants et parents d'élèves qui n'ont pas cessé de demander son entretien et son désamiantage. Une fiche technique avait été élaborée mais les travaux de réaménagement et

d'entretien n'ont pas été réalisés à ce jour. Jeudi matin, les autorités locales, une commission de la direction de l'éducation, des responsables de la SDE (ex-Sonelgaz), la Protection civile et la Gendarmerie nationale, se sont rendus sur les lieux pour faire le constat et prendre les décisions qui s'imposent. Une nouvelle commission devrait arriver aujourd'hui au niveau de cet établissement afin de dresser un rapport qui sera soumis au wali et aux autorités centrales, a-t-on appris hier d'une source locale. Il faut noter que le nouveau lycée 800/200 de la même localité qui a ouvert ces portes il y a quatre années seulement fait face à d'énormes carences.

Une situation qui a poussé les enseignants à entamer une grève, soutenus ces derniers jours par les élèves et leurs parents. Tout le monde ici réclame «le départ» de la directrice qui est en congé de maladie. Les protestataires relèvent un bon nombre de carences à commencer par le manque de personnel d'encadrement administratif comme le gestionnaire, intendant, adjoints d'éducation, etc. et le personnel pédagogique. Une commission ministérielle avait

été dépêchée en juillet dernier pour s'enquérir de la situation de cet établissement qui fait face à plusieurs manques y compris le personnel de cuisine. A vrai dire, la reprise n'a pas encore eu lieu dans ce lycée.

Les inscriptions n'ont pas encore été effectuées, faute de personnel. Les parents d'élèves réclament aussi la révision de l'horaire de sortie de l'établissement l'après-midi qui est fixée actuellement à 17h30. «Il y a une

gestion catastrophique au sein de cette structure et la directrice avait été blâmée par la direction de l'éducation suite à une enquête qui est en finalisation», nous dit Slimane Zenati, coordinateur du Cnapeste.

«Il y a une absence totale de communication, d'information et de dialogue avec les enseignants et un laisser-aller au sein de l'établissement, la création de clans...», ajoute notre interlocuteur. A noter que des carences

ont aussi été signalées par les parents d'élèves de l'école primaire d'Ighil El-Bordj dans la commune de Béjaïa.

Ces derniers ont soulevé l'insécurité aux alentours de l'école et à l'intérieur, le manque de transport scolaire et la surcharge des classes. Les protestataires ont saisi qui de droit mais «les problèmes ne sont pas encore pris en charge», selon des parents d'élèves.

Hocine Cherfa

Paris

L'Algérie prendra part au Salon international du tourisme

L'ALGÉRIE, représentée par l'Office national du tourisme (ONT), prendra part au 38^e Salon international du tourisme qui se tient du 20 au 23 septembre à Paris (France), indique jeudi un communiqué de l'ONT. L'ONT vise à travers cette manifestation à «promouvoir la destination Algérie», dans l'un des plus importants salons internationaux du tourisme. La participation algérienne à cette manifestation est très importante car la France est l'un des plus importants marchés traditionnels, et compte parmi «les 10 principaux pays émetteurs de touristes vers l'Algérie», d'une part, ainsi que la présence d'un grand nombre d'Algériens résidant dans ce pays et de Français qui ont vécu en Algérie, d'autre part, a indiqué la même source. Dans le but d'améliorer la participation algérienne, l'ONT a réservé une superficie de 250 m² pour abriter le stand algérien dont la conception mettra en évidence une partie des sites touristiques et caractéristiques de la destination Algérie. Lors de cette manifestation, les participants algériens (artisans, opérateurs et exposants) vont exposer et commercialiser leurs produits touristiques, découvrir les dernières nouveautés du marché international du tourisme, lancer des activités promotionnelles et organiser des rencontres d'affaires avec des opérateurs touristiques étrangers et des dépliant sur la richesse et la diversité touristique seront distribués. La précédente édition de ce salon avait vu la participation de plus de 1 200 entreprises touristiques de 160 pays sur une superficie de 27 000 m² répartie sur 348 stands et drainé quelque 29 500 visiteurs professionnels. Hania F.

Salon «World Food» de Moscou

La datte algérienne confirme et veut augmenter ses parts

■ Les produits agroalimentaires algériens ont fait une entrée remarquée à la 25^e édition du Salon «World Food Moscow» (12-15 septembre), suscitant l'intérêt de partenaires étrangers et augurant ainsi d'une pénétration prochaine d'un marché russe prometteur en matière d'opportunités de partenariat.

Par Salem K.

Habités jusque-là aux dattes algériennes, notamment la célèbre Deglet Nour, les Russes, du moins les visiteurs du Salon «World Food Moscow», ont fait connaissance avec d'autres produits du terroir algérien, bio et nutritifs : la figue sèche Béni Maouche (Béjaia) et l'huile d'olive médicinale de Sig. Enrobée dans du chocolat et soigneusement emballée dans des boîtes de 200 grammes chacune, la figue de Béni Maouche n'a pas laissé indifférents les visiteurs du stand algérien. «Les Russes et d'autres participants étrangers sont venus goûter et savourer ce produit bio et nutritif», comme l'a expliqué à l'APS Fares Alem le Manager de «Naamet Bladi» qui a également exposé un autre produit : du chocolat à base de caroube. «Nous avons expliqué aux visiteurs les grandes valeurs nutritives de la figue sèche et ses vertus médi-



nales dans le traitement de nombreuses maladies. Cela a augmenté leur intérêt pour notre produit», a-t-il ajouté. L'autre produit phare, compte tenu de son exclusivité sur le marché, est sans conteste l'huile médicinale, faite à base de l'olive sigoise. Ses propriétés thérapeutiques n'ont pas laissé indifférents les différents

visiteurs du stand. «Elevée avec soin dans le micro-climat idéal de Messerghine, l'olive sigoise mûre est cueillie sans traitement chimique. Seule l'huile biologique est extraite et mise en bouteille», a fait savoir Saïd Bekhtaoui, représentant de la SARL Acide Olmed et président de l'Association nationale pour le

développement de l'oléiculture. «C'est une huile d'olive pure à 100% et riche en oméga 3, selon les analyses faites par le laboratoire de l'université d'Oran. Elle a des effets médicamenteux dont le traitement du cancer, le cholestérol et la protection de la peau contre les rayons ultraviolets», a détaillé M. Bekhtaoui, ajoutant que la caractéristique de cette olive est qu'elle est «cultivée à un niveau de 50 m du niveau de la mer». Selon M. Bekhtaoui, «l'Algérie jouit des meilleures conditions climatiques et dispose de surfaces importantes de terres propices aux différentes cultures. Selon les données géographiques internationales (...) le fait d'avoir les quatre saisons en Algérie constitue aussi un autre atout pour le développement de l'agriculture». Au Salon agroalimentaire de Moscou, les dattes algériennes, dans toute leur variété, ont confirmé leur bonne réputation. Six exportateurs algériens de ce produit, dont «Green

Palm» de Tolga, Gica-Bajou de Ghardaia, Agrodatt de Biskra et Etablissement Haddoud-Salim de Tolga, étaient présents au rendez-vous de la capitale russe et ont été sollicités pour des commandes. Ils ambitionnent toutefois de s'introduire davantage dans le marché russe et dans un second temps décrocher des marchés en Asie et en Europe de l'Est. Pour cela, le futur marché international de Moscou qui ouvre ses portes le 28 octobre prochain, devrait constituer «une opportunité idoine» pour promouvoir le label algérien en Russie et dans d'autres pays. Plus de vingt exportateurs algériens de produits agro-alimentaires ont participé du 12 au 15 septembre au 25^e Salon «World Food Moscow», parmi eux les Huileries d'Ouzellaguen, Maluxe-Beurre et Margarine, et l'Entreprise Casbah spécialisée dans la production du vinaigre, vinaigrette et mayonnaise.

S. K./APS

Marché agroalimentaire international de Moscou

Une opportunité pour les exportateurs algériens

Le Marché international de l'agroalimentaire de Moscou, qui ouvrira ses portes le 28 octobre prochain, constitue «une opportunité idoine» pour promouvoir le label algérien en Russie et dans les pays de l'Asie centrale, estiment des opérateurs algériens présents au 25^e Salon «World Food Moscow». «C'est une bonne nouvelle pour les exportateurs algériens. C'est une porte qui s'ouvre et qui nous donne accès au marché russe et, par extension, aux marchés des pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale», a déclaré à l'APS le patron d'une

entreprise algérienne spécialisée dans la commercialisation des dattes et la valorisation de la richesse variétale de ce produit dans la région du M'zab. A la faveur de ce marché international, l'Algérie disposera d'un espace de 100 m² pour exposer et vendre sa palette de produits à longueur d'année. L'ouverture de cet espace agroalimentaire, dénommé «Moscow Food Expo», constituera pour chaque pays «une vitrine idéale puisque le marché a une envergure internationale et restera ouvert en permanence», explique le président de l'agence des

investissements russo-arabes (Ruaria), Sultan Khamzaev. Ce dernier a rencontré les exportateurs algériens présents et avec lesquels il s'est longuement entretenu au sujet des modalités de fonctionnement de ce marché et des démarches à entreprendre pour l'acquisition d'un espace au sein de cette plateforme économique. «Les produits exposés pourront ainsi être commercialisés aussi bien en Russie que dans la région euro-asiatique et dans les pays du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud)», ajoute M.

Khamzaev dont la réunion avec les opérateurs algériens a été organisée par le représentant de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), Ali Ayad. Plus de vingt exportateurs algériens de produits agro-alimentaires ont participé du 12 au 15 septembre au 25^e Salon «World Food Moscow», un événement international majeur pour l'industrie alimentaire, rassemblant chaque année des entreprises de plus de 60 pays. Cette manifestation a offert aux entreprises algériennes, présentes pour la première fois à ce rendez-

vous moscovite, l'opportunité de sonder le marché russe à travers la promotion des produits algériens auprès des nombreux partenaires étrangers. La participation algérienne au Salon «World Food Moscow» intervient dans la dynamique du développement des relations algéro-russes, confirmée à l'occasion de la visite du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, en Russie en avril dernier, en marge de laquelle un forum d'affaires s'était tenu et avait réuni près de 500 opérateurs économiques.

S.K.

Pétrole

Les cours terminent en hausse à New York

Les cours du pétrole ont terminé en hausse jeudi à New York, bénéficiant d'inquiétudes sur l'approvisionnement en essence aux Etats-Unis à cause de difficultés à remettre en service un oléoduc important. Le cours du baril de référence (WTI) a pris 33 cents à 43,91 dollars sur le contrat pour livraison en octobre au New York Mercantile Exchange (Nymex). «Je pense que le cours du pétrole brut est entraîné par les produits raffinés puisque l'essence progresse (...), à la suite d'un report dans le rétablissement de l'oléoduc Colonial numéro 1», a indiqué Andy Lipow de Lipow Oil Associates. A la suite de la détection le 9 septembre d'une fuite dans l'Alabama (sud), l'oléoduc Colonial numéro 1, qui transporte habituellement de l'essence entre le Texas (sud) et la côte nord-est des Etats-Unis, ne fonctionne que partiellement. «Cet oléoduc a une capacité

de 1,4 million de barils par jour et ne fonctionnera pas avant la semaine prochaine», a précisé Andy Lipow. «Les travaux de réparation ont été intermittents au cours de la nuit à cause de conditions météorologiques défavorables qui ont provoqué la stagnation de vapeurs d'essence au-dessus du site», a expliqué Colonial Pipeline Compagny dans un communiqué jeudi. Après plusieurs séances de baisse, plombé par des stocks américains mitigés et par des perspectives de long terme peu engageantes, le cours du pétrole brut a également bénéficié d'achats à bons compte. «Beaucoup d'investisseurs considèrent qu'ils ont peut-être trop vendu», a indiqué Carl Larry de Frost and Sullivan. La hausse a toutefois été limitée par des inquiétudes sur une augmentation de l'offre mondiale dans un marché déjà en surproduction. «Les craintes autour d'un

retour du brut venu du Nigeria et de Libye sur les marchés repoussent les investisseurs», a indiqué Lukman Otunuga, analyste FXTM, dans une note. Le pétrole se reprend porté par un regain d'intérêt du marché pour les actifs risqués. Les cours du pétrole se reprenaient jeudi en fin d'échanges européens sans effacer l'intégralité des pertes de la veille et après avoir été malmenés sur les quatre dernières séances. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 46,89 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,04 dollar par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le mois d'octobre prenait 69 cents à 44,84 dollars. La Réserve fédérale américaine (Fed), qui envisage de relever son taux directeur

d'ici la fin de l'année, pourrait en effet remettre cette hausse à plus tard pour soutenir l'économie américaine, ce qui rendrait le dollar moins cher, et favoriserait les investisseurs qui utilisent la monnaie américaine pour acheter du pétrole. La hausse du jour ne permet cependant pas aux cours de l'or noir d'effacer leurs pertes des dernières séances, alors que les craintes autour d'une surproduction mondiale s'intensifient. La compagnie nationale de pétrole libyenne a ainsi annoncé jeudi qu'elle reprendrait les exportations, alors que la région où se trouvent les principaux terminaux du pays, le Croissant pétrolier, est désormais sous le contrôle des autorités rivales au gouvernement d'unité nationale. Quant au Nigeria, les marchés anticipaient la reprise de l'activité, perturbée par une série d'attentats.

H. N.

Constantine

Des augmentations jusqu'à 600% sur les loyers des biens de la commune

■ Des augmentations allant de 400% jusqu'à 600% sur les tarifs de loyers de biens de la commune de Constantine ont été décidées jeudi au cours d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire communale.

Par Hatem B.

Des augmentations de 600% seront désormais appliquées sur les tarifs de loyers des biens communaux situés dans les zones à forte densité commerciale, ont décidé unanimement les membres de cette Assemblée communale qui ont retenu aussi des augmentations de 500% sur les prix des loyers des biens situés dans des zones à densité commerciale moindre et 400% sur le tarif de loyer des biens situés dans les zones à faible mouvement commercial. L'objectif, a-t-on souligné au cours de cette session, était de revaloriser les biens communaux et de bénéficier des ressources financières supplémentaires à mobiliser pour mener les différentes actions de développement, conformément aux orientations du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. L'application de ces nouveaux tarifs permettra à la commune de Constantine d'assurer une «*autonomie financière devenue indispensable dans le*



Ph. > D. R.

nouveau organigramme national de gestion des communes», ont considéré des élus de cette collectivité locale qui ont insisté sur l'impératif de redoubler d'efforts pour répondre «*efficacement*» aux nouvelles exigences financières de l'heure. Le marché de gros des légumes et fruits de la cité polygone, actuellement géré par

un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic), sera également ciblé par ce programme de revalorisation des ressources patrimoniales de la commune de Constantine à travers une adjudication qui sera lancée avant la fin de l'année 2016. Ce grand marché à vocation régionale génère des revenus ne dépassant pas les deux millions de

dinars par an, alors que des marchés similaires implantés dans d'autres wilayas offrent aux communes des revenus avoisinant les 200 millions de dinars, a-t-on encore détaillé. La fourrière de la commune de Constantine sera également mise en adjudication pour permettre une meilleure rentabilisation de cette structure, actuellement sous-exploitée, a-t-on décidé au cours de cette session durant laquelle des augmentations sur le coût de location du mètre carré des espaces publics dédiés aux manifestations et expositions sera revu à la hausse. La mise en adjudication de trois marchés de proximité réalisés dans la commune de Constantine dans le cadre du programme national de résorption du marché informel et qui n'ont pas été investis par les commerçants, figure parmi les principales décisions prises au cours de cette session de l'APC. La commune de Constantine dispose de près de 3 500 biens immobiliers productifs

dont 2 224 locaux et 80 lots de terrain qui devaient générer, durant l'exercice 2015, plus de 120 millions de dinars alors que les montants recouverts n'ont pas dépassé les 60 millions de dinars, a-t-on rappelé.

H. B./APS

Tissemsilt Prise en charge du chauffage dans les écoles des zones éloignées avant l'hiver

LE CHAUFFAGE dans les écoles primaires des zones éloignées de la wilaya de Tissemsilt sera pris en charge avant l'hiver prochain, a annoncé jeudi le wali. Lors d'une rencontre avec les citoyens dans le cadre d'une visite d'inspection dans la commune de Boukaid, Abdelhamid El Ghazi a souligné que le chauffage dans les écoles primaires de la wilaya sera pris en charge avec l'apport du gaz butane en collaboration avec la société Naftal. Il a affirmé que l'Etat a fourni d'importants moyens matériels pour assurer le chauffage et le transport à la population scolaire. Par ailleurs, le wali a insisté sur le développement du tourisme dans cette commune, soulignant que les autorités de la wilaya ont accordé des facilités administratives à l'investissement dans ce secteur. Le premier responsable de la wilaya a appelé également les jeunes de la commune à concrétiser des projets d'investissement dans le cadre des différents dispositifs de soutien à l'emploi. Des citoyens de la commune et des zones rurales ont soulevé leurs préoccupations liées au raccordement au réseau de gaz de ville, l'électrification rurale, l'AEP, l'assainissement et la réalisation d'un nouveau lycée. Cette visite d'inspection a permis la mise en service du réseau d'AEP aux centres ruraux de Beni Boudjemaa et Krouche au profit de 360 maisons, en plus de deux projets d'alimentation des douars de El Hetail en eau potable, la réalisation de logements de fonction et dix magasins. Le wali a également inspecté les travaux d'aménagement urbain de la sortie sud de la ville avant d'inaugurer la nouvelle place publique portant le nom du chahid Djillali Bounaama. En outre, il s'est enquis du projet de réalisation du nouveau siège d'APC et du taux d'avancement des travaux du projet d'un complexe sportif dans la forêt d'Ain Antar. Il a enfin visité l'entreprise nationale des produits non ferreux spécialisée dans la fabrication du baryte riche. **O. B.**

Université Batna 2

85 millions DA pour l'acquisition de nouveaux équipements

Une enveloppe financière de l'ordre de 85 millions de dinars, destinée à l'acquisition d'équipements pédagogiques, a été récemment allouée à l'université Batna 2, a-t-on appris jeudi auprès du recteur. 80 millions de dinars du montant global seront réservés à l'acquisition des équipements scientifiques pour plusieurs facultés et instituts, explique le même responsable, ajoutant

qu'un budget de cinq millions de dinars sera réservé pour l'équipement de l'Institut de l'informatique. La nouvelle année universitaire 2016-2017 verra l'ouverture d'un centre de recherche scientifique au pôle universitaire de Fesdis, indique encore M. Bouzid, précisant que cette nouvelle infrastructure, composée de seize laboratoires de recherches dans diverses spécialités scientifiques,

technologiques et dans le domaine des énergies renouvelables, augmentera à vingt six le nombre des laboratoires de cette université. S'agissant de l'effectif pédagogique, le même responsable a annoncé que l'université «Batna 2», assurant l'enseignement des spécialités scientifiques, technologiques et celles des langues étrangères, vient d'être renforcé par la promotion de six enseignants au

grade de «professeur», et le recrutement de 36 nouveaux enseignants, totalisant ainsi 1 122 encadreurs. L'université «Hadj Lakhdar» de Batna a été restructurée et scindée en deux universités, Batna 1 englobant les facultés des sciences humaines et sociales, et l'université Batna 2 pour les spécialités scientifiques, technologiques et les langues étrangères, rappelle-t-on. **(APS)**

Mostaganem/Dans les quatre derniers mois de 2016

Priorité à l'aménagement de 553 douars

La priorité est accordée, dans les quatre derniers mois de l'année en cours, à l'aménagement de 553 douars des communes de la wilaya de Mostaganem, a affirmé, jeudi, le wali, Abdelwahid Temmar. Lors d'une réunion de l'exécutif avec les chefs de daïra et les présidents d'APC, M. Temmar a instruit d'élaborer dans un délai de dix jours une feuille de route

d'aménagement urbain déterminant les besoins et priorités de chaque région et les moyens financiers disponibles dans chaque collectivité. Les actions d'aménagement portent, entre autres, sur la pose de réseaux d'assainissement, la réalisation de voiries, de structures pour jeunes, de stades de proximité, d'espaces verts et d'aires de jeux. Le wali de Mostaganem a

insisté sur la consommation des enveloppes financières inexploitées des budgets des communes estimées, selon lui, à 1,5 milliard DA, dans des opérations d'aménagement urbain, ainsi que sur le suivi des projets.

Il a également sommé les présidents d'APC et chefs de daïra à faire ponction sur les budgets de gestion pour honorer les dus des entreprises dont Sonelgaz et

l'Algérienne des eaux (ADE), qui devront rééchelonner les dettes à recouvrer en tranches. M. Temmar a, en outre, instruit les présidents d'APC de suivre les actions de nettoyage afin de donner un aspect esthétique à chaque collectivité locale et à associer les associations et la société civile aux opérations de préservation de l'environnement. **Yanis F.**

Dans cinq communes de Guelma

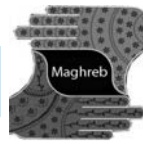
Remise des clés de près de 900 LPL début octobre

Les clés de 874 logements publics locatifs (LPL) seront remises «*durant la première semaine du mois d'octobre prochain*» dans cinq communes de la wilaya de Guelma, a annoncé jeudi le directeur de l'Office de promotion et gestion immobilière (OPGI), 90% des bénéficiaires de

ces LPL ont reçu les arrêtés de pré-affectation, a souligné Taher Ziani dans un point de presse animé au siège de l'OPGI, précisant que tous les ensembles résidentiels concernés ont connu l'achèvement de l'intégralité des travaux d'aménagement extérieur et de raccordement aux

divers réseaux. Ce sera la 7^e opération de remise des clés de logements LPL effectuée à Guelma depuis le début de l'année 2016, a précisé le même responsable qui a estimé à 3 458 le nombre de logements «*sociaux*» distribués dans la wilaya de janvier à septembre 2016. 430 des

unités concernées par la prochaine remise des clés ont été réalisées dans la commune de Guelma, 270 à Tamlouka, 74 à Bordj Sebat, 60 à Ain Mekhlouf et 40 à Selaoua Announa, a précisé M. Ziani. **R. R.**



Tunisie

Une grande conférence internationale pour relancer l'économie

■ Plus d'un millier d'entreprises et des représentants de 70 pays sont attendus fin novembre en Tunisie pour une grande conférence visant à relancer l'économie, en difficulté depuis la révolution de 2011, ont indiqué jeudi les organisateurs.

Par Mondji T.

Cette «conférence internationale d'appui au développement économique, social et durable de la Tunisie» se tiendra les 29 et 30 novembre à Tunis, à l'initiative de deux ministères. Elle aura pour mission de «restaurer l'image» de ce pays du Maghreb, pionner des Printemps arabes, et de «rétablir un climat d'affaires favorable», a indiqué, lors d'une conférence de presse, Mourad Fradi, co-commissaire général.

Outre la présence de plus d'un millier d'entreprises tunisiennes et internationales, de hauts responsables politiques sont également attendus mais aucun nom n'a été divulgué pour l'instant. Le président tunisien Béji Caïd Essebsi prononcera le discours d'ouverture de cet événement qui dispose d'un budget



de plus de deux millions d'euros et sera promu grâce à des «road show» en Europe, aux Etats-Unis

et au Moyen-Orient.

Selon «Tunisia 2020», la structure chargée de sa promo-

tion, la conférence de Tunis sera l'occasion d'exprimer la «volonté» de l'Etat «de mener des

réformes structurelles» et «de favoriser le développement de l'investissement privé» en identifiant les secteurs «à fort potentiel». Elle devra «mobiliser les fonds nécessaires au développement des grands projets d'infrastructures». Pour atteindre ces objectifs, les organisateurs disent vouloir s'appuyer sur le plan de développement 2016-2020 présenté l'an dernier par le gouvernement tunisien. Ce plan quinquennal tablait initialement sur un taux de croissance moyen de 5% par an. Mais les organisateurs de la conférence font état d'un objectif un peu plus modeste, espérant atteindre 4% d'ici à 2020.

Ils espèrent aussi, en mobilisant les investisseurs, arriver à réduire le taux de chômage de 15,5%, actuellement à 12%, tout en favorisant la création de centaines de milliers d'emplois d'ici à 2020.

Frappée en 2015 par une série d'attaques jihadistes sanglantes qui ont ravagé son secteur touristique, la Tunisie a enregistré une croissance inférieure à 1% l'an dernier.

Touchée par un chômage de masse, en particulier chez les jeunes, elle a connu en janvier sa plus importante contestation sociale depuis la révolution ayant mis fin en janvier 2011 à l'ère de Zine el Abidine Ben Ali.

Si le pays jouit d'une sympathie certaine, notamment en Europe, depuis qu'il s'est engagé sur la voie de la démocratie, il n'est pas parvenu jusque-là à attirer de nouveaux investisseurs.

Un nouveau gouvernement est entré en fonctions fin août, le précédent ayant été jugé en échec, notamment sur l'économie.

M. T.

M. T.

Anthropologie

L'Homo sapiens présent dans le sud tunisien il y a près de 100 000 ans

Des pièces attestant de la présence de l'Homo sapiens, l'homme moderne, dans l'actuel sud de la Tunisie il y a près de 100 000 ans ont été mises au jour par des chercheurs tunisiens et britanniques, ont rapporté jeudi des médias auprès de l'un d'eux. Cette découverte pourrait aider à mieux cerner la mobilité de l'Homo sapiens, apparu il y a 200 000 ans en Afrique de l'Est et qui se serait aventuré au-delà de ce continent aux alentours de 65 000 ans avant notre ère, selon des estimations scientifiques communément admises. Effectuées durant une année et demie près de Tozeur (sud-ouest de la Tunisie), les fouilles ont permis d'identifier un site de 6 000 m², a déclaré Nabil Guesmi, co-responsable du projet avec l'Institut tunisien du patrimoine (INP) et des chercheurs d'Oxford. «Nous avons trouvé

des ossements témoignant de la présence d'une faune typique de la savane (rhinocéros, zèbres...), et donc d'eau douce», explique M. Guesmi, enseignant-chercheur à l'université de Sousse (est). D'autres pièces, dont des outils constitués de silex, généralement utilisés pour la chasse par l'homme moderne, ont également été découverts sur ce site et «attestent de la présence de l'Homo sapiens», a ajouté le chercheur tunisien. Selon Nabil Guesmi, le recours à la datation par thermoluminescence, une technique scientifique communément utilisée pour dater des objets de la Préhistoire, a en outre permis de conclure que certaines de ces découvertes remontaient à «92 000 ans avant notre ère». Il s'agit d'une «première» pour l'Atérien, une culture présente en Afrique du Nord dont il était jusque-là admis qu'elle ne

s'étirait pas au-delà de 65 000 ans avant JC. Cette période a été définie il y a près d'un siècle par un préhistorien français dans le cadre de ses travaux en Afrique du Nord. Le nom de cette culture provient du site de Bir el-Ater, en Algérie. La zone fouillée par l'équipe tuniso-britannique est comprise entre l'oasis tunisienne de Nefta et la frontière algérienne. Les pièces découvertes en font le plus ancien site tunisien où la présence de l'homme moderne est attestée.

En Afrique du Nord, les plus anciens restes humains ont été trouvés au Maroc, à Témara (nord-ouest), il y a quelque 160 000 ans. D'après l'INP, le site de Nefta est susceptible de fournir des indications sur l'une des «voies de passage» empruntées par l'Homo sapiens dans la région.

Réfugiés sahraouis

Aide de l'Espagne de 3 500 kg de fournitures scolaires et médicales

Une aide estimée à 3 500 kg de fournitures scolaires et médicales destinées aux réfugiés sahraouis vivant dans les camps sera acheminée à partir de vendredi prochain d'Alicante, rapporte jeudi la presse espagnole. Cette aide, provenant de dons d'une douzaine d'entreprises et de groupes de la ville de Valladolid, indique le quotidien «El Norte de Castilla», compte 1 500 kg de fournitures scolaires et d'équipement médical divers notamment des seringues, des poches de collecte de sang et autres médicaments. En plus des fournitures scolaires destinées aux écoliers sahraouis vivant dans les camps de réfugiés, et des équipements sportifs, cette aide viendra s'ajouter à une autre estimée à 2 000 kg et qui sera ache-

minée de Madrid vers le port d'Alicante, ajoute-t-on. Par ailleurs, le conseil d'administration de la ville de Gijon a approuvé mercredi une aide de 250 mille euros qui sera destinée à réaliser divers projets dans la République arabe sahraouie et démocratique (RASD) a rapporté le journal «El Comercio». Cet accord, qui a coïncidé avec la visite dans cette région du ministre sahraoui de la Coopération, Bulahi Sid Fadel, a été octroyée, précise-t-on à l'association asturienne de solidarité avec le peuple sahraoui, pour le développement «de divers programmes et projets de coopération». Le conseil municipal de la ville espagnole d'Oviedo a annoncé lundi dernier, l'octroi d'une subvention financière d'urgence estimée à 25 mille

euros, aux sahraouis vivants dans les camps de réfugiés après les dernières inondations. Cette aide est destinée à aider à atténuer, un tant soit peu, les dommages causés par les inondations récentes dans les camps de réfugiés, a-t-on souligné, avant de mettre l'accent sur «la grande solidarité qui existe entre la ville d'Oviedo et le peuple sahraoui». D'autre part, l'association de solidarité d'Aviles avec le peuple sahraoui vient de présenter un projet visant à fournir des denrées alimentaires aux Sahraouis, en plus de la wilaya de Boujdour qui a reçu une subvention de 16 640 euros pour les fournitures scolaires. La solidarité de la société civile espagnole ainsi que de nombreuses institutions et localités à travers le territo-

re de l'Espagne avec la population sahraouie dure depuis des années et s'est traduite, au cours des mois de juillet et août derniers, par l'accueil de 5 000 enfants sahraouis qui sont venus passer des vacances et bénéficier de soins médicaux approfondis dans le cadre du programme «Vacances de la paix». Ce dernier programme vise non seulement à «faire oublier aux petits ambassadeurs la souffrance qu'ils endurent dans les camps des réfugiés» mais aussi à «sensibiliser la population espagnole et le monde de la nécessité de permettre au peuple sahraoui de décider de son avenir par le biais de l'organisation d'un référendum d'autodétermination», soulignent ses promoteurs.

R. M.



UE

En «situation critique», les 27 cherchent un sursaut post-Brexit

■ L'UE est plongée dans une «situation critique» et menacée de «dislocation», ont mis en garde hier l'Allemagne et la France, lors d'un sommet européen à Bratislava, censé tracer les contours de l'Europe sans les Britanniques.

Par Rosa T.

Réunis dans un château perché sur une colline surplombant le Danube, les 27 veulent s'entendre sur un agenda de relance du projet européen, alors que les appels à serrer les rangs se heurtent à des divergences profondes. «Nous sommes dans une situation critique», a prévenu la chancelière allemande, Angela Merkel. Il faut «montrer par nos actions que nous pouvons faire mieux», a-t-elle exhorté, citant comme priorités la sécurité, la



Ph. > D. R.

lutte contre le terrorisme et la défense.

Même gravité affichée du côté du président français François Hollande. «Soit c'est la dislocation, soit c'est la dilution, soit

c'est au contraire la volonté commune de donner un projet à l'Europe. C'est ce que j'appelle la nouvelle impulsion», a-t-il lancé.

Sous pression, les dirigeants européens doivent avoir «une discussion très honnête sur l'état dans lequel se trouve l'UE», a assuré l'hôte de la rencontre, le Premier ministre slovaque Robert Fico, fixant comme objectif de parvenir hier à «une feuille de route» pour les six prochains mois.

L'un des sujets majeurs, poussé par le couple franco-allemand, est la relance de la défense européenne, que tous les pays semblent désormais appe-

ler de leurs vœux. La France «fait l'effort principal pour la défense européenne», mais «elle ne peut pas être seule», a prévenu M. Hollande, estimant que «si les États-Unis font un choix de s'éloigner, l'Europe doit être capable de se défendre par elle-même».

Paris et Berlin ont décidé d'exposer à Bratislava une initiative commune pour déclencher des opérations extérieures de l'UE plus facilement et obtenir davantage de financements européens.

Le départ du Royaume-Uni, qui a toujours privilégié le cadre de l'Otan, offre une chance d'avancer sur ce thème, souli-

gnent des sources diplomatiques, dans un contexte où l'Europe est cernée par les crises, les guerres et le terrorisme.

La Commission européenne propose notamment des «ressources militaires communes», «un quartier-général unique» et la création «avant la fin de l'année» d'un fonds européen pour stimuler la recherche et l'innovation dans l'industrie de la défense.

Si les négociations du divorce avec Londres ne sont pas à l'agenda de leur rencontre, les dirigeants européens aborderont le sujet lors de leur déjeuner lors d'une croisière sur le Danube, dont le niveau trop bas les a privés d'une partie du programme culturel.

Ils devraient réaffirmer la position collective des 27 de n'engager aucune négociation avec les Britanniques tant que ceux-ci n'auront pas enclenché la procédure.

Des sujets comme les travailleurs détachés ou la répartition des réfugiés dans l'UE restent hautement conflictuels.

Les pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque), parmi les plus contestataires des projets européens d'accueil de réfugiés, estiment qu'il faut revoir le fonctionnement d'une Union trop dominée par certains grands pays.

Des pays comme la Grèce, la France et l'Italie, réunis à Athènes la semaine dernière, mettent eux en avant le partage de la charge migratoire ou le desserrement de l'austérité budgétaire.

R. T.

Points chauds

Conflit

Par Fouzia Mahmoudi

Si Barack Obama a réussi durant ses huit années de présidence à mettre à terme des dossiers qui resteront dans l'histoire, il n'a par contre pas réussi à faire avancer d'un iota la relation extrêmement conflictuelle de son pays avec la Corée du Nord. En effet, si dans quelques années les partisans du président démocrate pourront toujours évoquer la normalisation historique des relations avec Cuba ou encore l'accord sur le nucléaire mené à bien avec l'Iran, personne n'aura de quoi se vanter de la situation concernant la puissance nucléaire qu'est la dictature nord-coréenne. Le jeune dirigeant coréen, Kim Jong-un, ne semble pas disposé à reculer sur son programme nucléaire et continue de narguer les Nations unies et en particulier les Américains, qu'il continue à cibler avec ses discours profondément hostiles aux États-Unis. Du côté de Barack Obama pas grand-chose à faire que de regarder, patienter et surtout espérer que les tentatives du jeune dirigeant communiste ne se bornent qu'à cela, des essais. Mais le plus ennuyeux pour la Maison-Blanche c'est qu'en conduisant un nouvel essai atomique, le jeune «leader suprême» a exposé au grand jour les limites de la stratégie du président américain dans la péninsule coréenne. Cette cinquième explosion nucléaire, la plus puissante jamais réalisée par l'Etat, qui n'a pour seul allié et partenaire diplomatique que la Chine, et la seconde cette année, est un camouflet pour le président démocrate qui avait lancé les bases d'un «monde sans armes nucléaires» lors de grands sommets à Séoul, Prague et Washington. De leur côté, les Nord-Coréens sont eux au contraire bien sûrs d'eux et n'hésitent pas à parler de contre-attaque contre Washington. «Le peuple de Corée a indiqué que nous sommes prêts pour faire une contre-attaque contre la provocation des ennemis», a déclaré le chef de la diplomatie nord-coréenne, qui intervenait dans une réunion de ministres des Affaires étrangères préalable au sommet prévu ce week-end sur l'île de Margarita (nord), selon la traduction d'une interprète. La mise en garde survient après le survol mardi de bombardiers américains dans le ciel sud-coréen, en réaction à un cinquième essai nucléaire par Pyongyang. Le ministre Ri a justifié ces essais face à ce qu'il a dénoncé comme «des menaces» de Washington, qui avait effectué des vols similaires à ceux de mardi en réponse aux précédents essais nucléaires. Ce n'est toutefois pas la première fois que le ton monte entre Pyongyang et la Maison-Blanche, l'antagonisme entre les deux parties ayant atteint son pic durant le premier mandat de George W. Bush. Reste à savoir comment réagira Obama face à ces nouveaux développements pour le moins contrariants, ou préférera-t-il jouer la montre et laisser le dossier épineux du nucléaire nord-coréen retomber sur son successeur et ainsi éviter d'être impliqué dans une crise internationale qui fera tache dans son bilan présidentiel.

F. M.

Venezuela

L'annonce de la date du référendum à nouveau reportée

L'opposition au Venezuela qui cherche à révoquer le président socialiste Nicolas Maduro s'est heurtée à un nouvel obstacle, les autorités ayant fait savoir tard jeudi que l'annonce de la date d'un référendum crucial avait été reportée.

Le calendrier est un point crucial de la bataille que mène depuis des mois la coalition de la Table pour l'unité démocratique (MUD, centre droit), majoritaire au Parlement : si le référendum a lieu d'ici le 10 janvier 2017 et est couronné de succès, il provoquera des élections anticipées.

S'il est organisé plus tard, une éventuelle révocation de Nicolas Maduro n'entraînerait que son remplacement par son vice-président, du même parti, jusqu'à la fin de son mandat en 2019.

Le Conseil national électoral (CNE) devait annoncer hier les dates exactes – il a déjà indiqué que ce serait pour fin octobre – auxquelles l'opposition doit tenter de réunir quatre millions de signatures (20% de l'électorat) en trois jours, ultime étape avant de pouvoir convoquer la consul-

tation.

Mais le CNE a une fois de plus, tard jeudi, reporté sa décision. Il a affirmé dans un communiqué que ses fonctionnaires étaient menacés en raison d'appels de l'opposition à des manifestations hier devant les bureaux de cet organisme, dont plusieurs sièges ont été attaqués depuis avril.

Le travail reprendra lundi, a annoncé le CNE, sans préciser s'il fixerait à ce moment une date pour le référendum, unique moyen selon l'opposition de trouver une issue pacifique à la violente crise économique et sociale qui secoue le pays.

La MUD accuse le CNE de retarder le processus et de multiplier les obstacles pour défendre le président Maduro.

Ce nouveau report intervient alors que le Venezuela s'apprête à accueillir aujourd'hui et demain, sur l'île de Margarita (nord), le 17^e sommet du Mouvement des Non-Alignés : un rendez-vous diplomatique qui ne devrait pas réussir à masquer son isolement international, renforcé par la récente décision du

Mercosur, le marché commun sud-américain, de le priver de présidence tournante.

Le vice-président du Venezuela a déclaré jeudi que le référendum ne pourrait pas avoir lieu en 2016, faute de temps.

«Cette année il n'y aura pas de référendum, (les opposants) n'ont pas le temps», a affirmé Aristobulo Isturiz lors d'une conférence de presse.

«Cette semaine est cruciale pour notre pays. Il y a deux alternatives ici : ou on respecte la loi ou nous n'aurons pas d'autre choix que d'aller manifester avec force», avait prévenu lundi le porte-parole de la MUD, Jesus Torrealba.

Le vice-président vénézuélien, Aristobulo Isturiz, a d'ores et déjà estimé, au cours d'une conférence de presse jeudi sur l'île de Margarita, qu'il n'y aurait pas de référendum révocatoire en 2016 car l'opposition n'aurait pas le temps d'obtenir sa convocation.

Après le recueil de signatures, l'organisme aura un mois pour les vérifier, puis jusqu'à trois pour convoquer le référendum.

89^{es} Oscars du cinéma

«Le puits» de Lotfi Bouchouchi représente l'Algérie

■ Le long-métrage de fiction «Le puits», de Lotfi Bouchouchi, a été sélectionné pour représenter l'Algérie lors des 89^{es} Oscars du cinéma prévus pour le 26 février 2017 aux Etats-Unis. Cet évènement international qui regroupe les meilleures productions filmiques du monde sera une autre occasion pour présenter le cinéma algérien au monde.

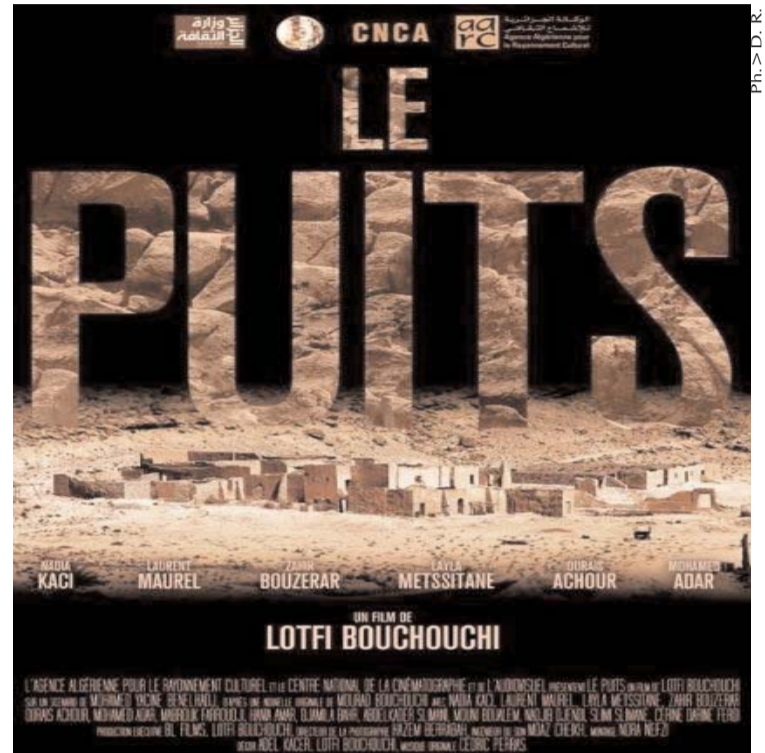
Par Abia Selles

Le long métrage de fiction «Le puits», du réalisateur algérien Lotfi Bouchouchi, représentera l'Algérie à la 89^e édition des Oscars du cinéma, a déclaré à Alger le président du comité local de sélection à ces récompenses décernées chaque année aux Etats-Unis.

Animant une conférence de presse à la Cinémathèque algérienne, Mohammed Lakhdar-Hamina, cinéaste algérien et unique lauréat de la Palme d'Or du Festival de Cannes en 1975, a expliqué que le comité avait pris compte des paramètres

cinématographiques relatifs à la mise en scène, le jeu d'acteurs et la musique, entre autres. Composé de six membres dont le critique de cinéma Ahmed Bedjaoui et le réalisateur Yazid Khodja, le comité qui a reçu également le film «La route d'Istanbul» du réalisateur franco-algérien Rachid Bouchareb, a opté au final pour «Le puits» en raison de son «originalité» et sa «sensibilité» puisée dans le vécu algérien. Premier film de Lotfi Bouchouchi, «Le puits» a été produit par l'ex-Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc). Sorti en 2015, ce long métrage de 90mn adopte une nouvelle vision de l'histoire de la

guerre de Libération nationale et relate les affres du colonialisme français à travers les souffrances des habitants d'un village du Sud algérien, assiégé et manquant terriblement d'eau. Plusieurs fois primé, le film avait déjà raflé le Grand prix (meilleur long métrage) du 9^e Festival international du film de Mascate (Sultanat d'Oman) en plus de quatre prix lors du 31^e Festival du cinéma méditerranéen d'Alexandrie (Egypte), dont le grand prix du meilleur film arabe. Il avait également remporté le Grand prix du 5^e Festival maghrébin du film d'Oujda (Maroc) et dernièrement le prix du meilleur réalisateur au 9^e Festival interna-



tional d'Oran du film arabe (FIOFA). Organisés depuis 1929

par l'Académie des arts et des sciences du cinéma, les Oscars décernent chaque année des distinctions dans les différents métiers de la création cinématographique, notamment la réalisation, l'interprétation et le scénario. Il est à noter que la cérémonie des 89^{es} Oscars se déroulera le 26 février 2017.

A.S.

Arts

Une encyclopédie et un dictionnaire de l'art en voie d'édition à Oran

Une encyclopédie et un dictionnaire de l'art sont en voie d'édition à Oran, a-t-on appris de l'auteur, enseignant en arts plastiques, Nasreddine Bentayeb. Les deux ouvrages consistent en une encyclopédie en langue nationale de six tomes et un dictionnaire de plus de 1 000 pages offrant la traduction des termes de l'art dans deux sens (français-arabe-français), a précisé à la presse ce spécialiste également président de l'Association locale des arts plastiques «Le libre pinceau». Les deux publications se proposent de contribuer à l'enri-

chissement des fonds documentaires relatifs aux arts, tous types confondus, dont la peinture, la sculpture, le théâtre, l'architecture et le cinéma, a-t-il expliqué.

L'auteur a déjà à son actif plusieurs ouvrages sur l'art pictural, dédiés notamment au patrimoine rupestre du pays, aux précurseurs de la peinture algérienne contemporaine dans les courants artistiques dits «naïf», «aouchem» et «figuratif», ainsi qu'à l'impressionnisme et à l'histoire de l'art depuis la Renaissance. L'association «Le libre pinceau», présidée par M. Bentayeb,

œuvre, depuis sa création en 2001, à la promotion des jeunes talents à travers des ateliers et un concours annuel sanctionné par un Salon national de la peinture des enfants. Plus de 17 000 élèves des quatre coins du pays ont déjà pris part aux concours animés sous divers thèmes, dont les jeux traditionnels, les symboles culturels islamiques (en marge de la manifestation internationale «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011»), et «Le Prix de la Liberté» (2012, à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire de l'Indépendance).

Les œuvres des lauréats de la précédente édition du salon, tenue en décembre dernier sous le thème «Non au terrorisme routier», seront prochainement publiées dans un recueil valorisant les messages de sensibilisation des jeunes talents vis-à-vis de l'importance du code de la route. Pour rappel, l'édition 2007 de ce salon avait permis aux organisateurs de débusquer vingt dessinateurs algériens talentueux dont les œuvres ont été par la suite exposées à la Biennale internationale de Beyrouth (Liban).

L.B.

Festival du film arabe de Malmo (Suède)

Deux films algériens en lice

Les films algériens «Le puits» de Lotfi Bouchouchi et «Kouceyla» de Tahar Houchi participeront au 6^e Festival du film arabe de Malmo en Suède (MAFF), prévu du 30 septembre au 5 octobre prochain, annoncent les organisateurs. Produit en 2015 par l'ex-Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), le long métrage, de 90 mn, «Le puits» raconte l'histoire d'un village du Sud algérien dont la population, les femmes et les enfants notamment, se retrouvent

contraints de choisir leur mort, car assiégés depuis plusieurs jours par des soldats de l'armée coloniale, les privant de s'approvisionner en eau potable. Plusieurs fois primé, le film avait déjà raflé le Grand prix (meilleur long métrage) du 9^e Festival international du film de Mascate (Sultanat d'Oman) en plus de quatre prix lors du 31^e Festival du cinéma méditerranéen d'Alexandrie (Egypte), dont le grand prix du meilleur film arabe. Il avait également remporté le

Grand prix du 5^e Festival maghrébin du film d'Oujda (Maroc) et dernièrement le prix du meilleur réalisateur au 9^e Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa). Pour sa part, «Kouceyla» (2015), court métrage algéro-suisse de 19 mn, est le deuxième écrit et réalisé par Tahar Houchi – après «Ydir» (15 mn -2012) –, traitant de trois destins qui se croisent dans le cimetière d'un village berbère : celui de Kouceyla, enfant de 11 ans qui se retrouve seul après la mort de sa grand-

mère, de Lola, une Européenne en quête de son enfant duquel elle a été séparée et d'un artiste algérien qui devient le gardien du cimetière après avoir fui le terrorisme. Les films algériens ont été sélectionnés à ce festival aux côtés d'une trentaine de films (huit longs métrages, autant de documentaires et douze courts métrages) représentant 17 pays, dont la Palestine, la Jordanie, l'Egypte, la Tunisie, les Emirats arabes unis, le Qatar, la Syrie, l'Irak et le Maroc.

F.H.

«Filmfest» de Hambourg

Le film «Kindil El Bahr» de Damien Ounouri programmé

Le court métrage de fiction «Kindil El Bahr», du réalisateur franco-algérien Damien Ounouri, est sélectionné au 24^e Festival «Filmfest» de la ville de Hambourg (nord de l'Allemagne), prévu du 29 septembre au 8 octobre prochains, selon les organisateurs du festi-

val. Le film sorti en 2016 est programmé aux côtés d'œuvres d'Egypte, de Pologne, d'Iran ou encore du Canada dans «Kaleidoscope», une des treize sections du festival dédiée aux films proposant «des idées humaines dans différentes cultures et contextes politiques»,

selon le site Internet de la manifestation.

Basé sur un scénario coécrit par le réalisateur et la comédienne algérienne Adila Bendimerad, le film évoque en s'inspirant des codes du cinéma fantastique la condition de la femme à travers l'histoire de Nafissa, battue à

mort par un groupe d'hommes sur une plage. Salué par la critique en Algérie et à l'étranger, il avait été projeté en mai dernier à la Quinzaine des réalisateurs au 69^e Festival de Cannes et plus récemment au 14^e Rencontres cinématographiques de Béjaïa, tenues en septembre.

M.K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Jusqu'au 17 septembre : Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba».

Institut français d'Alger 22 septembre à 19h30 :

Une troupe de danse hip-hop dirigée par le chorégraphe et chef de troupe Hervé Koubi dévoile un projet atypique : «Ce que le jour doit à la nuit».

Salle Ibn Khaldoun

Chaque vendredi et samedi du mois de septembre : Projection du long métrage «Comme des bêtes».

Chaque lundi et mercredi du mois de septembre :

Projection de «SOS fantômes».

Les vendredis, samedis et jeudis du mois de septembre:

Projection de «Suicide squad».

Librairie des beaux-arts, 28 rue Didouche-Mourad, Alger

Jusqu'au 28 septembre : Exposition de l'artiste peintre Mourad Foughali.

Musée national des antiquités, Alger

Jusqu'au 30 septembre : Exposition «Voyage à travers le zelij - Les carreaux de faïence».

Coup-franc direct

Un choix discutable

Par Mahfoud M.

Le CS Constantine vient de refaire appel à l'ancien coach de la sélection française, Roger Lemerre, champion du monde dans le staff du sacre en 1998 et champion d'Europe en titre aussi. Certains supporteurs du vieux club constantinois se réjouissent déjà et pensent qu'une nouvelle page va être ouverte pour leur équipe favorite. Toutefois, d'autres disent ne pas être dupes et contestent totalement ce choix. Pour eux, un technicien comme Lemerre ne viendra pas pour les beaux yeux des Sanafirs ni pour son amour pour la ville de Constantine. Ils pensent, de ce fait, que le club est devenu une vache laitière pour certains et tentent de rafraîchir la mémoire en rappelant que ce dernier a refusé de poursuivre son travail au CSC lors de son premier passage il y a de cela deux saisons, et qu'il avait déclaré qu'il ne voulait plus être au contact du terrain car se sentant «vieux» pour cela. Qu'est-ce qui a fait qu'il change d'avis maintenant ? Ce sont certainement les millions du club constantinois qui l'attirent, sachant que le CSC est géré par une filiale de la Sonatrach. Jusqu'à quand les dirigeants de nos clubs continueront cette gestion approximative en jetant de l'argent dans des projets voués à l'échec. Le passage de ce technicien sera encore une fois éphémère et il ne supportera pas la pression du championnat national. Il faudra bien étudier la question et opter plutôt pour des techniciens qui veulent travailler pour le

Ligue I Mobilis (4^e journée) ESS-JSK, une affiche qui promet

■ La 4^e journée de la Ligue I se poursuit aujourd'hui avec une grosse affiche dans la capitale des Hauts-Plateaux entre l'ES Sétif et la JS Kabylie.



L'Aigle Noir part favori, mais...

Par Mahfoud M.

Aujourd'hui, tous les regards seront braqués sur le stade du 8-Mai 1945, théâtre d'une belle affiche prévue entre l'ES Sétif et la JS Kabylie. Co-leader au classement, les Sétifiens carburent très fort en ce moment et restent sur une retentissante victoire ramenée de Médéa, chez le nouveau promu. Les gars d'El Kahla tenteront de continuer sur cette lancée et ajouter un autre succès qui leur permettra de rester dans le peloton de tête.

Face à l'une des équipes les plus en forme du moment, les Kabyles ont du souci à se faire surtout qu'ils restent sur un semi-échec à Tizi-Ouzou suite au nul concédé face à l'USMH.

Au vu des forces et des faiblesses des deux protagonistes,

cette empoignade promet énormément. Quant à l'ESS, deuxième meilleure attaque (7 buts), qui reçoit la JSK, meilleure défense (0 but), le spectacle est quasi assuré. Concernant les autres rencontres, l'USM Alger, co-leader, sera l'hôte d'une équipe du CS Constantine (12^e - 2 pts) qui connaît le retour de l'entraîneur français, champion du monde, Roger Lemerre.

A Béchar, la JS Saoura tentera de renouer avec le succès en accueillant l'O. Médéa. Les Sudistes, auteurs d'une entame de saison en dents de scie, partent favoris mais doivent cependant faire attention à un nouveau promu qui fait son apprentissage en la Ligue 1.

Pour sa part, le CA Batna, autre promu, recevra une équipe de l'USM Harrach qui n'a pas encore goûté à la saveur de la

victoire. Toujours à l'Est, le DRB Tadjenanet, révélation de la saison dernière, verra la visite de la lanterne rouge, le RC Relizane.

Concernant le match MO Béjaïa - CR Belouizdad, il a été reporté en raison de la participation des Crabes à la demi-finale aller de la Coupe de la CAF. Les Béjaïois joueront dimanche (22h00) à domicile face à la formation marocaine du FUS Rabat.

M. M.

Programme des rencontres :

Samedi :

A 16h30 :

CAB-USMH

DRBT-RCR

A 17h45 :

ESS- JSK

A 19h00 :

USMA-CSC

JSS-OM

MOB-CRB (reporté)

Classement Fifa (septembre 2016)

L'EN n'est plus le leader en Afrique

LA SÉLECTION nationale algérienne a reculé de trois places et se positionne au 35^e rang au classement Fédération internationale de football (Fifa) pour le compte du mois de septembre, publié jeudi sur le site officiel de la première instance mondiale de la discipline. Les Algériens ont également perdu leur première place sur le plan africain au profit de la Côte d'Ivoire, 34^e au classement mondial. Concernant les adversaires de l'Algérie dans les Éliminatoires du Mondial 2018, dont la première journée du 3^e et dernier tour se jouera en octobre prochain, l'on constate que le Cameroun a régressé à son tour de 5 places pour occuper la 59^e position. Le Nigeria, lui, gagne trois places pour remonter au 64^e rang, tandis que la Zambie en perd une pour se retrouver 92^e. Le podium est toujours dominé par l'Argentine, suivi de la Belgique et de l'Allemagne. Trois nations sud-américaines, la Colombie, le Brésil et le Chili, arrivent juste derrière, respectivement aux 4^e, 5^e et 6^e places.

Paralympiques-2016/Athlétisme

Nassima Saifi en or

L'ATHLÈTE algérienne Nassima Saifi a offert à l'Algérie sa 2^e médaille d'or aux jeux Paralympiques-2016 en remportant l'épreuve du lancer de disque (dames - T57), en finale disputée jeudi au stade olympique de Rio de Janeiro, pour le compte de la 7^e journée des joutes. La lanceuse algérienne a réalisé un jet de 33,33 m, devant respectivement l'Irlandaise Barry Orla (2^e: 30,06 m) et la Nigériane Iyazi Eucharía (27,54m). C'est la 2^e médaille en vermeil de l'Algérie après celle remportée par Abdellatif Baka au 1500m, classe T13, qui a remporté la course en 3:48.29, avec en prime un nouveau record du monde (l'ancien 3:48.84 était par le Kenyan Korir David depuis sept 2012, ndlr). Lors de cette journée, l'Algérie a ajouté à sa moisson une médaille de bronze acquise par Mohamed Hamoumou au 400 m (T13), en 48.04. Le podium de cette course est entièrement africain avec le Marocain Mohamed Amgoun, médaille d'or (47.15) et le Namibien Nam Mambala (47.21) médaille de bronze.

Ould Ali, ministre de la Jeunesse et des Sports

«La moisson algérienne à Rio a été insuffisante»

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a relevé la nécessité de faire un bilan de la participation algérienne aux Jeux Olympiques JO-2016 de Rio (5-21 août) pour pouvoir «aller de l'avant et progresser». «La moisson algérienne à Rio est importante mais elle reste insuffisante.

Désormais, il faudra se projeter vers l'avenir, mais d'abord il faut faire un bilan et un point de la situation en discutant avec les différentes fédérations, le Comité olympique (COA), les athlètes et même avec des experts, écouter tout le monde pour encore aller de l'avant et progresser», a déclaré

Ould Ali au salon d'honneur de l'aéroport international Houari Boumediène d'Alger. «Il faut faire en sorte de garder la courbe ascendante. L'Etat est là pour soutenir et accompagner le sport national», a-t-il ajouté. M. Ould Ali s'exprimait à la presse à l'occasion de l'accueil réservé à Taoufik Makhloufi, double médaillé d'argent aux 1500 m et 800 m aux JO-2016 de Rio, offrant ainsi à l'Algérie les deux seules médailles.

«Je suis ici pour représenter le Premier ministre Abdelmalek Sellal.

L'athlète Makhloufi a permis à l'Algérie de se classer à la 62^e place parmi plus de 200 nations participantes. Je réitère les félicitations du gouvernement à Makhloufi, ainsi qu'à tous les autres athlètes qui

ont représenté le pays aux JO-2016 de Rio», a-t-il souligné. M. Ould Ali a réitéré à l'occasion ses «satisfactions» quant aux résultats obtenus par les Algériens à Rio. D'autre part, le ministre de la Jeunesse et des Sports a qualifié d'«extraordinaires» les résultats enregistrés jusque-là par les athlètes algériens aux jeux Paralympiques qui se disputent actuellement à Rio (7-18 septembre). «Les résultats réalisés sont extraordinaires, avec 11 médailles dont une en or et un nouveau record du monde. Nous avons mis tous les moyens à leurs dispositions, ils sont en train d'honorer l'Algérie comme il se doit. Un accueil chaleureux leur sera réservé à leur retour au pays», a-t-il conclu.

Athlétisme

Makhloufi vise les JO de Tokyo

L'ATHLÈTE algérien Taoufik Makhloufi, double médaillé d'argent aux 1500 m et 800 m aux Jeux olympiques JO-2016 de Rio, arrivé en fin de semaine à Alger, a indiqué que son prochain objectif était les JO-2020 prévus à Tokyo. «Je suis bien évidemment content et heureux d'avoir pu offrir ces deux médailles d'argent à l'Algérie, même si notre délégation pouvait faire mieux. C'est une satisfaction pour moi. Mon objectif est désormais les prochains JO-2020 à Tokyo», a déclaré Makhloufi à la presse peu après son

arrivée à Alger. La performance du natif de Souk Ahras intervient quatre ans après le titre olympique du 1500 m conquis aux JO-2012 de Londres. Appelé à revenir sur ses déclarations fracassantes, accusant certains responsables du sport algérien d'avoir essayé de nuire à sa personne, tenues à l'issue de la finale du 1500 à Rio, Makhloufi a décidé de maintenir ses propos. «Je ne reviens pas sur mes propos. Je pense que mon message a été reçu cinq sur cinq. La balle n'est pas dans mon camp, je suis un athlète

qui doit se concentrer uniquement sur le terrain. Je suis ni responsable ni un politicien. J'ai dit ce que j'avais à dire. Pour le moment, je vais savourer mes deux médailles, après on en parlera», a-t-il ajouté.

Interrogé sur la performance de taille réalisée par l'athlète handisport Abdelatif Baka, sacré médaillé d'or au 1500 m, classe T13, aux Jeux paralympiques qui se déroulent actuellement à Rio, Makhloufi n'a pas caché sa joie après la consécration de son compatriote.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Culture

Installation de nouveaux directeurs à la tête de plusieurs musées

DE NOUVEAUX directeurs et chargés de gestion ont été nommés jeudi à la tête de plusieurs musées publics, indique un communiqué du ministère. Ce changement à la tête de ces établissements a touché treize musées d'Alger, de Constantine et de Sétif, entre autres, en plus du Centre des arts et de la culture du Palais des rais (Bastion 23). Ainsi, Zahir Harichène a été installé à la tête du Musée public national du Bardo (Alger), Rabah Drif au Musée Nasr-Eddine-Dinet de M'sila, alors que Samir Dendane est nommé nouveau directeur du Musée public national de l'enluminure et de la miniature d'Alger en remplacement de Mustapha Benkahla. D'autre part, Meriem Bouabdellah a été installée en tant que chargée de gestion au Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger (Mama) en remplacement de Mohamed Djehiche et Chadia Ben Kharfallah, jusque-là directrice du Musée des arts et expressions culturelles de Constantine, a quant à elle pris ses nouvelles fonctions à la tête du Musée public national de Sétif. Par ailleurs, Boukhamès Hadja a été désignée chargée de gestion au Musée public national des antiquités en remplacement de Houria Cherid, alors que Boualem Belacheb, ex-directeur du Musée des arts et des traditions populaires de Médéa remplace Azzedine Antri à la tête du Centre des arts et de la culture du Palais des rais. Le ministre de la Culture, qui a présidé la cérémonie d'installation, a indiqué que cette réorganisation «s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route sur la protection et la valorisation du patrimoine». Insistant sur l'importance de la communication, M. Mihoubi a appelé à une «étroite collaboration des musées avec notamment le ministère de l'Éducation et celui du Tourisme et de l'Artisanat afin d'inculquer la culture muséale chez les élèves».

Racim C.

Récupération d'une quantité de munitions de guerre à Laghouat

Reddition d'un terroriste à In Amenas

UN TERRORISTE s'est rendu jeudi aux forces de sécurité à In Amenas, tandis qu'un détachement de l'Armée nationale populaire a récupéré une quantité de munitions de guerre à Laghouat, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des forces de l'ANP et ses services de sécurité, un terroriste s'est rendu, aujourd'hui 15 septembre 2016, au niveau du secteur opérationnel d'In Amenas, tandis qu'un détache-

ment de l'ANP a récupéré, à Laghouat, une quantité de munitions de guerre de 206 balles de différents calibres», précise la même source. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments des gardes-frontières ont saisi, à Tlemcen, 32 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un détachement de l'ANP a saisi 12 groupes électrogènes et un marteau piqueur à In Guezzam», conclut le communiqué.

O. N.

Hadj 2016

Décès de deux autres hadjis à La Mecque

DEUX personnes, un octogénaire et un septuagénaire, sont décédées après avoir accompli les rituels du Hadj, a-t-on appris hier auprès du Consul général d'Algérie à Djeddah. Le hadji Abdelmadjid Khelifa, né en 1936 à Biskra et demeurant à Ain Defla, est décédé hier à son hôtel, de retour de Minan où il a accompli les rituels et Tawaf el Ifadha à La Mecque, a précisé Abdelkader Kacimi El Hassani. La veille (jeudi), un autre hadji de la wilaya de Chlef, Bouferdj Ahmed (70 ans), est décédé également de mort naturelle à son hôtel après avoir accompli son devoir religieux. Les défunts ont été enterrés à La Mecque après la prière du vendredi, a-t-on indiqué de même source. La mission algérienne déplore jusqu'au jour d'aujourd'hui le décès de sept hadjis dont une femme. Par ailleurs, un bébé, une fillette dénommée Ritadj Safa, est née jeudi à l'Hôpital de La Mecque, a-t-on appris du chef de la commission médicale relevant de la mission de l'Office national Hadj et Omra, D' Rabah Hamana, qui a regretté le fait que la dame, dont la grossesse était à son terme, soit passée inaperçue. Ce praticien a également, fait état de l'hospitalisation, à Minan, de cinq hadjis algériens ayant des infections pulmonaires dues notamment à la fatigue.

L. M.

L'Aïd-el-Kébir c'est la fête du partage



Djalou@hotmail.com

Incendies

Près de 13 000 ha ravagés par les feux de forêt en 3 mois

■ Les feux de forêt ont touché une superficie de 12 767 ha avec un total de 2 539 foyers d'incendie entre le 1^{er} juin et le 14 septembre de l'année en cours, selon un bilan de la Direction générale des forêts.

Par Hani T.

Il a ainsi été recensé 4 783 ha de forêt, 3 946 ha de maquis et 4 038 ha de broussaille touchés par les incendies, soit une moyenne de 24 foyers/jour et une superficie de 5,02 ha par foyer dévorés par les feux. Par comparaison, sur cette même période de l'année 2015, il avait été enregistré 2 029 foyers ayant parcouru une superficie totale de 12 722 ha dont 5 574 ha en forêt. Quant aux wilayas les plus tou-

chées par les feux de forêt, il s'agit de Sidi Bel-Abbès (2 483 ha et 184 foyers), Béjaïa (2 104 ha et 159 foyers), Jijel (867 ha et 276 foyers), Tizi-Ouzou (820 ha et 171 foyers), Boumerdès (655 ha et 84 foyers), Souk Ahras (614 ha et 90 foyers), Tlemcen (607 ha et 30 foyers), El Tarf (550 ha et 169 foyers), Blida (443 ha et 204 foyers) et Médéa (431 ha et 109 foyers). Par région, c'est la région Est qui a été la plus touchée avec 5 543 ha, suivie de celles du Centre avec 3 423 ha et

de l'Ouest avec 3 801 ha. Selon la DGF, le dispositif de prévention et de lutte mis en place depuis le 1^{er} juin sera maintenu jusqu'à la fin de la campagne, prévue le 31 octobre 2016. Mais en raison des risques persistants durant cette période, la DGF appelle les citoyens, notamment les populations riveraines, à observer plus de vigilance et à apporter leur contribution sur le plan de l'alerte et de la prévention.

H. T./APS

Noumer (Biskra)

Des vents violents détruisent près de 500 serres dans une oasis

DES VENTS violents ont ravagé jeudi en début d'après-midi pas moins de 500 serres à l'oasis de Noumer (Biskra), a indiqué le président de l'association de wilaya des plasticulteurs, Brahim Wafi. Ces rafales puissantes qui ont soufflé sur cette région rurale située entre les deux communes de Laghouat et Doucène ont endommagé les films plastiques des serres, leurs ossatures métalliques et les cultures de tomate et piments, a précisé le même professionnel. Les dégâts ont ainsi touché près de 10% des serres de cette oasis qui compte au total quelque 5 000 serres, a ajouté la même source. Des vents violents chargés de grains de sable ont souff-

lé sur les Ziban Ouest, affectant les cultures et réduisant considérablement la visibilité des usa-

gers des routes, a-t-on constaté.

O. N.

Chéraga

Incendie dans une unité de produits cosmétiques

UN INCENDIE s'est déclaré jeudi après-midi dans une unité de fabrication de produits cosmétiques à Chéraga (Alger) sans faire de victimes, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Dans une déclaration à l'APS, le lieutenant Belkacem Sayedj, chargé de l'information auprès de la direction de wilaya de la Protection civile, a indiqué que l'incendie s'est déclaré vers 17h00 dans une unité de fabrication de produits cosmétiques qui s'étend sur une superficie de 4 000 mètres carrés, située à Sidi Hassen (Chéraga), sans faire de victimes. L'incendie a été circonscrit vers 19h00, grâce à la mobilisation de 80 agents et de 17 camions-citernes. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale sur les causes du sinistre.

Slim O.